

BULLETIN d'INFORMATION numéro 15 – 15 mai 2019 **morceaux choisis autour de l'Islam Politique, d'ici et d'ailleurs**

« L'Europe attendait Erasme, et c'est Moscovici qui est arrivé » -
Régis Debray (*L'Europe fantôme*)



Derniers meetings, derniers débats télévisés et les citoyens européens seront bientôt seuls dans les isolements, le 26 mai 2019. Notre association avait lancé sa campagne de sensibilisation le 26 avril, lors d'une conférence de presse où nous avons présenté nos activités et notre *livret citoyen* : « **L'Union Européenne et les islamistes** ». Le service public (France Bleu Orléans et France 3) nous a ignorés, mais les médias privés ont fait leur travail, à l'exception de Tribune Hebdo. Deux articles ont été publiés, dans La République du Centre et dans Magcentre, dont *voici quelques extraits* :

La République du Centre du 27 avril (Lilian Maurin)

Gare au « cousin germain du fascisme »

« La mise en garde "contre l'expansion de l'islamisme politique", en France et en Europe, émane de Vivre en république à Orléans (VRO45). Elle prend la forme d'un livret : intitulé "L'Union européenne et les islamistes", il est diffusé au-delà des frontières orléanaises, dans sa version papier, et est aussi téléchargeable. Cette quarantaine de pages s'adresse aux citoyens, aux électeurs et aux candidats, en vue du scrutin européen du 26 mai. Explications.

• *Pourquoi VRO45 écrit sur l'islamisme politique en Europe?*

"Nous aimerions que les candidats prennent leurs responsabilités et disent 'voilà la politique que je voudrais défendre'. Aux politiques de débattre de ce qu'ils veulent faire. Nous, ce que l'on n'aime pas, c'est l'enfumage."

• *Dans quel état d'esprit l'association a-t-elle travaillé?*

"Nous sommes des lanceurs d'alerte. Nous sommes apolitiques, pour la défense de la laïcité, de la république. Nous n'appelons à voter pour personne. Nous sommes au service des citoyens."

• *À qui le document a-t-il été remis?*

"Nous l'avons remis au directeur de campagne de Nathalie Loiseau (tête de liste LREM). Peut-être va-t-elle penser, en accord avec notre Président, que si on lutte contre l'islamisme en France, peut-être faut-il le faire en Europe? Nous l'avons aussi remis au maire d'Orléans, à ses principaux adjoints, aux parlementaires du Loiret, à toutes les listes dont on avait l'adresse, à des médias. Et pas mal de courriels ont été envoyés à des intellectuels, pour montrer qu'une petite association peut poser des questions et jouer son rôle."

• *Vont-ils s'arrêter là?*

"Nous allons rééditer un livret pour les municipales à Orléans, avec les informations glanées sur des islamistes dans la métropole orléanaise - il y a des associations présentes -, et nous ferons une mise en garde, en amont, afin que les gens soient au courant. Nous écrirons une lettre à chaque liste potentielle pour avertir que c'est un réel danger de prendre des relais islamistes."

• *Islamistes, musulmans : ils font le distinguo.*

"On dédie le livret aux musulmans qui luttent avec nous et donc évidemment nous ne sommes pas anti-musulmans. La tolérance ou les alliances d'élites avec un islamisme politique c'est ça qui est reproché. Ceux qui vont aller avec les islamistes, ça finira mal, c'est tout ce que l'on dit."

Le livret citoyen en 5 points :

• Le constat. La présence des forces islamistes au sein de l'Union européenne est une réalité que les citoyens européens doivent connaître. Voici l'entrée en matière de "L'Union européenne et les islamistes", le livret citoyen pour l'élection du 26 mai, diffusé par l'association Vivre en République à Orléans (VRO45).

. Le contexte. Estimant que "la progression de l'islamisme politique en France a été passée sous silence" lors du grand débat, elle craint que le sujet soit "escamoté" lors des Européennes. Et s'en saisit.

. Les définitions. Les premières pages s'attachent à définir les islamismes politiques comme, ces "organisations qui cherchent à régir les vies sociales exclusivement selon les principes de l'islam", tel que ses défenseurs "l'interprètent".

• Un état des lieux européen. Vivre en République à Orléans fait ensuite de détail des "relations" entretenues par cet islamisme - "le cousin germain du fascisme" - avec les institutions européennes. Une sorte d'état des lieux dans une Europe que VRO juge "passive" sur ce sujet.

L'alerte. C'est bien d'un "danger" dont il est question : "C'est le même danger qu'a cité le président Macron (lors de son allocution, jeudi 25 avril) : le séparatisme sous couvert d'une religion." Raison pour laquelle les adhérents de VRO interpellent électeurs et candidats aux Européennes. Le livret propose d'ailleurs un questionnaire à l'attention de ces derniers »

source : https://www.larep.fr/orleans-45000/politique/l-union-europeenne-et-les-islamistes-une-association-orleanaise-veut-alerter_13548973/

Magcentre du 27 avril (Jean-Jacques Talpin)

« L'association qui se veut « apolitique, ouverte aux musulmans modérés et sincères et qui n'est pas constituée de vieux laïcards » s'est donc mobilisée pour tirer la sonnette d'alarme et alerter les citoyens-électeurs des européennes. Car l'Europe finance directement nombre d'associations islamistes, liées aux Frères Musulmans, une tendance radicale de l'islam. Un financement ou un soutien plus idéologique qui se font au nom de la « diversité, de la lutte contre le racisme ou l'islamophobie qui est une véritable escroquerie intellectuelle » (...) De tout cela est né un « livret-citoyen » de 44 pages illustré en première page par une jeune femme voilée à qui a été décerné le titre de « jeune européen de l'année 2019 ». Un symbole qui pour l'association montre les dérives de l'Europe mais aussi le combat idéologique que mènent les islamistes en Europe. L'association a décidé de diffuser largement ce livret, auprès de toutes les listes présentes aux européennes, mais aussi aux élus, aux parlementaires, à une grande partie de la presse nationale et à de nombreux intellectuels. Ce livret contient notamment un questionnaire destiné à clarifier les positions des élus et des candidats. « Nous rendrons publiques les réponses ou les non-réponses mais en aucun cas nous n'appellerons à voter pour une liste. Nous sommes des lanceurs d'alerte, pas un mouvement politique » précisent les militants.

L'association s'était déjà mobilisée lors du Grand débat National avec une contribution détaillée de quatre pages. Et -heureuse surprise !- une partie de son constat a été repris par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 25 avril. « le Président parle de sécession et de communautarisme quand nous on évoque la séparation de certaines communautés du corps de la République, voire la création d'un véritable apartheid dans certains quartiers ». L'association qui prône le dialogue avec les musulmans modérés lancera la même démarche participative aux prochaines municipales au niveau de la Métropole. « La ville est plutôt complaisante avec les associations islamistes, il y a au moins laisser faire à défaut de compromission » estime VRO 45 qui illustre son propos avec « l'hallalisation » du quartier de l'Argonne. Un quartier où tous les commerces traditionnels disparaissent au profit de boutiques hallal « et où dans le principal supermarché on ne peut plus trouver ni alcool, ni vinaigre, ni bière ».

Il y aurait aujourd'hui une véritable offensive des islamistes sur Orléans. Dernièrement un prédicateur Frère Musulman est venu tenir une conférence à la mosquée de La Source, alors qu'il y a quelques mois une

association d'étudiants musulmans a raflé 20% des voix étudiantes. Pour les prochaines municipales VRO veut faire preuve de vigilance afin de repérer des relais islamistes sur les listes. L'association aimerait recevoir le soutien des partis politiques dans cette « vigilance citoyenne ». Elle aurait aussi voulu passer son message à l'Église. Mais une demande de rendez-vous adressée trois fois à l'évêque, Mgr Blaquart est restée sans réponse....J.-J.T. »

source : <http://www.magcentre.fr/176836-elections-europeennes-un-livret-citoyen-contre-lislamisme-politique/>

Un livret en rupture de stock

Nous avons largement distribué le livret citoyen à nos élus, nationaux et locaux ; nous avons également couvert l'essentiel des réunions électorales dans notre métropole, et nous avons observé à cette occasion que le bouche-à-oreille fonctionnait et que ce livret nous était réclamé au-delà du cercle de nos adhérents et sympathisants ; notre stock est presque épuisé après un deuxième tirage. Mais vous avez deux possibilités :

- Télécharger la version numérique, en PDF, qui est sur notre site internet <https://vivreenrepubliqueorleans45.fr/>
- Contacter par mail notre secrétariat (vivreenrepublique45@gmail.com) pour passer commande du nombre d'exemplaires que vous voulez et nous pourrons vous les adresser (44 pages en format A5).

La liste surprise de cette élection européenne : un islamisme « progressiste »

Alors que 33 listes avaient été validées le 3 mai, une 34ème liste a été enregistrée le 10 mai au journal officiel, grâce à la bienveillance du Conseil d'Etat - dont le souci des « minorités » est encore une nouvelle fois confirmé...Il s'agit de la liste **"Union pour une Europe au service des peuples"** présentée par l'Union des démocrates musulmans français (UDMF). Tout en se défendant d'être communautariste, ce parti fondé en 2012 défend des thèses qui sont un savant mélange d'islamisme et de progressisme. Il avait déjà présenté des candidats aux dernières élections municipales, départementales, régionales et législatives, avec des performances très médiocres. Revendiqué de gauche, **"anti-impérialiste, antisioniste et anticolonialiste"**, l'UDMF se présente sur son site comme "non confessionnel, laïc (sic) et profondément républicain". Malheureusement, lorsque l'on consulte le programme européen de cette liste, le caractère **« laïc et profondément républicain »** ne saute pas aux yeux !

Parmi les 7 « défis capitaux » que cette liste veut affronter en Europe, le sixième semble très problématique : il s'agit du **« défi du combat contre la haine »**

« Face à la montée des persécutions verbales, physiques et des attaques terroristes anti-musulmans, il est de l'intérêt de chaque État de combattre l'islamophobie sur le sol européen en assurant la sécurité des communautés musulmanes d'Europe (au travers des mosquées, écoles et cimetières musulmans régulièrement pris pour cible). À la lumière des récents attentats terroristes perpétrés dans les mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande (dont on sait que le terroriste s'est radicalisé lors de son séjour en France), il semble aujourd'hui plus que nécessaire de mettre en place une loi mettant en exergue la nécessité de combattre l'islamophobie au sein de l'Union européenne (sic) et d'assurer la sécurité des communautés musulmanes européennes. Cette loi condamnera toute diffusion de discours de haine envers la communauté musulmane et permettrait, notamment en France, au ministère de l'intérieur de dissoudre toutes associations ou groupements islamophobes, tous médias qui exploitent cette littérature islamophobe pour se faire du profit en véhiculant des théories complotistes dangereuses (à l'exemple de la théorie du grand remplacement). Cette loi insistera sur la nécessité pour les gouvernements européens d'élaborer et d'adopter une définition pratique de l'islamophobie (sic) à l'heure où certains acteurs se cachent derrière une critique raisonnée de l'islam pour véhiculer en réalité de véritables appels à la détestation des musulmans. »

On reconnaîtra facilement la prose - à peine adoucie - des mouvements islamistes et les plaidoyers de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) que nous analysons dans notre livret citoyen. Amar LASFAR, président des Musulmans de France (ex-UOIF) l'a encore rappelé à la tribune du Rassemblement du Bourget en avril : les fréristes exigent une loi faisant de l'islamophobie un délit. Le serpent de mer de la *lutte contre l'islamophobie* surgit désormais dans les eaux européennes avec cette 34ème liste, qui réclame

une *loi européenne sur cette question tout en chargeant les gouvernements européens d'élaborer une définition pratique du concept*. On entre ici dans le royaume déroutant de la logique floue et de la pensée magique ; Philippe d'Iribarne, qui vient de publier un nouveau livre « **Islamophobie : intoxication idéologique** » (et qui a bien apprécié notre livret citoyen) devra intégrer cette *nouvelle approche* dans la prochaine édition de son ouvrage...

Mais l'UDMF n'est pas seulement la chambre d'écho des messages islamistes, car il a aussi **un passé que les journalistes de Marianne ont analysé** : voici quelques extraits : <https://www.marianne.net/politique/union-des-democrates-musulmans-vous-reprendrez-bien-une-34e-liste-communautariste>)

« Lors des élections départementales de 2015, l'UDMF réclamait le développement de la filière halal et de la "finance islamique", décrite comme un moyen de moraliser le capitalisme, ainsi que le retour du voile à l'école, dont l'interdiction serait "en totale contradiction avec nos valeurs présumées".

Le 10 avril 2013, un texte publié sur le site du parti expliquait en effet que "la laïcité à la Française é[ta]it donc clairement devenu un barrage contre l'islam. Un modèle d'intolérance absolue et parfaitement incohérent". Le 7 avril de la même année, une note du blog de l'UDMF, intitulée "Antisémitisme, islamophobie: quant (sic) l'Histoire se répète", comparait *Charlie Hebdo* aux publications antisémites des années 30, et la législation en vigueur à celle du régime de Vichy. "Depuis le 11 septembre 2001, la situation en France, rappelle beaucoup celle de la période d'occupation nazie", affirmait le texte.

Son président **Nagib Azergui** en tête de la liste européenne semble toujours adhérer à la thèse d'un racisme d'Etat en France : "Lorsque l'islamophobie devient un racisme parfaitement acceptable et officialisé par les plus hauts représentants de notre pays, ça donne ça", a par exemple tweeté le président de l'UDMF le 18 avril dernier, en réaction à la remise de la légion d'honneur à l'écrivain Michel Houellebecq. Gérard Davet et Fabrice Lhomme figurent également dans le collimateur de Nagib Azergui, selon lequel les deux journalistes du Monde ont "manipulé" des journalistes débutants pour publier le livre *Inch'Allah*, "une enquête bidonnée sur une pseudo islamisation du 93 »

En résumé, le *progressisme* de ce parti semble bien étrange et nous analyserons attentivement les performances de cette liste, d'autant que nous avons identifié **certains de ses candidats** qui sont issus de notre région Centre-Val-de-Loire – et nous espérons que la Préfecture du Loiret (et de la région Centre-Val-de-Loire) sera aussi attentive que nous.

Le Président Macron a sauté le pas sans ambiguïté au cours de sa conférence de Presse du 25 avril : il a assuré que **le séparatisme de l'islam politique est bien dorénavant l'ennemi de la République. Notre Préfet, qui a fait jusqu'à présent la sourde oreille à nos alertes, ferait bien d'en tenir compte...**

Conférence de presse du Président Macron : une volonté de « lutter contre l'islam politique »

https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/04/26/dans-les-quartiers-populaires-emmanuel-macron-veut-lutter-contre-l-islam-politique_5455159_3224.html

« Par le passé, certains, à gauche comme à droite, avaient reproché à Emmanuel Macron d'être « trop complaisant » sur ce sujet. Lors de sa conférence de presse, il a joué la carte de l'intransigeance. Tout en réaffirmant indirectement qu'il ne touchera pas à la loi de 1905 – une loi « pertinente », le « pilier » de la laïcité permettant de « vivre ensemble dans la concorde » –, il a rappelé avoir déjà « renforcé » son application en faisant fermer « des écoles », « davantage d'associations » ou « d'établissements culturels » qui « ne respectaient pas les lois de la République ».

« Aujourd'hui, nous ne devons pas nous masquer, a-t-il ajouté. Quand on parle de laïcité, on ne parle pas vraiment de laïcité. On parle du communautarisme qui s'est installé dans certains quartiers de la République. On parle d'une sécession qui s'est parfois sournoisement installée, parce que la République avait déserté ou n'avait pas tenu ses promesses. **On parle de gens qui au nom d'une religion poursuivent un projet politique, celui d'un islam politique qui veut faire sécession avec notre République.** » Evoquant la « politique ambitieuse de reconquête républicaine » engagée « dans plusieurs quartiers », il a également annoncé vouloir « aller plus loin » en « renforçant le contrôle sur les financements venant de l'étranger ».

Saisissant la balle au bond, Lydia Guirous (LR) a répondu au Président dans une lettre ouverte parue dans le JDD du 4 mai : <https://www.lejdd.fr/Politique/tribune-lydia-guirous-monsieur-macron-agissez-contre-lislamisme-3896677> (extraits)

« Monsieur le Président de la République,

Lors de votre conférence presse du 25 avril 2019, vous avez déclaré vouloir lutter contre "l'islam politique" qui veut faire "sécession" avec la République. Face à la pieuvre islamiste, seuls les actes forts et concrets comptent. Je saluerai votre prise de conscience, bien que tardive, lorsqu'elle sera suivie d'effets. La lutte contre l'islam politique ne peut pas se satisfaire d'éléments de langage et ne peut être sacrifiée sur l'autel d'une recherche illusoire de regain de popularité. Nous ne sommes pas dans la basse politique politicienne, mais face à l'avenir de la France. Quel pays laisserons-nous à nos enfants? Auront-ils le bonheur de vivre en France, libres et égaux? C'est l'enjeu de ce combat, qui est le combat de notre siècle. Pour donner du crédit à vos paroles et redresser notre République, je vous demande deux actes fondateurs d'une réelle reprise en main.

- **La dissolution de toutes organisations affiliées aux Frères musulmans.** Je pense à l'association "Musulmans de France", nouveau nom de l'UOIF (Union des organisations Islamique de France). Cette organisation, adepte des doubles discours, veut isoler et communautariser les Français de confession musulmane et instaurer un rapport de force avec la République pour la transformer en profondeur.

- **La France doit déclarer les Frères musulmans comme une organisation terroriste.** L'Égypte, les Emirats arabes unis ou la Grande-Bretagne l'ont fait. Nous savons que la mouvance frériste porte en son sein les théoriciens du djihad. Qu'attendons-nous pour le faire à notre tour? N'y a-t-il pas déjà trop de victimes innocentes de cette idéologie mortifère? N'avons-nous pas suffisamment d'informations sur la dangerosité de cette mouvance qui déstabilise en profondeur notre pays et tant d'autres en Europe? La lâcheté a-t-elle définitivement pris le dessus? Nos aînés ont mis en échec le nazisme, notre génération a le devoir de mettre en échec l'islamisme

Monsieur le Président de la République, il y a urgence. Cette paralysie face à l'islam politique est une humiliation pour la France. J'ai honte. Honte de cette perte de temps. Honte de ces attermoissements. Honte de ces débats sans fin qui repoussent aux calendes grecques l'action. Honte de ce manque flagrant de courage politique. **Nos aînés ont mis en échec le nazisme, notre génération a le devoir de mettre en échec l'islamisme.** Ce sursaut de civilisation doit être impulsé rapidement avant que la nuit islamiste ne s'abatte sur nos enfants. Je pense en particuliers à nos filles.

En publiant cette lettre ouverte, je sais que je m'expose, à nouveau, un torrent de caricatures, d'invectives, de menaces. Je me ferai traiter de fasciste ou d'islamophobe par une partie de la gauche islamo-béate qui peine à sortir du déni de réalité rejointe par le camp des non-pensants multi-culturalistes de La République en Marche. Une République dont les élus ne perçoivent pas le danger de l'islam politique et préfèrent le relativiser est une République qui se meurt. Agissez Monsieur le Président. »

Cette tribune a été, jusqu'à présent co-signée par une cinquantaine de parlementaires, dont pour le Loiret : **les députés LR Claude de GANAY, Marianne DUBOIS, Jean-Pierre DOOR et le sénateur LR Jean Noël CARDOUX.** Quatre parlementaires sur neuf au total : le ratio est très honorable.

Affaire à suivre...

Nous espérons que les belles paroles du Président sur le danger islamiste seront suivies d'effets et que - par exemple - il soutiendra sans faille son Ministre de l'Education Nationale dans **le refus d'ouverture de lycées turcs en France.**

A propos du Ramadan (du 5 mai au 4 juin 2019)

le point de vue de Naëm BESTANDJI, militant laïque

<https://naembestandji.blogspot.com/> (extraits)

« Le ramadan, prescrit dans le Coran (sourate 2, verset 183), est un des cinq piliers de l'islam. Cela consiste à ne rien ingérer et à s'abstenir de toute relation sexuelle du lever au coucher du soleil pendant un mois. Le ramadan est un acte de foi, profondément religieux et spirituel. Ce mois sacré pour les musulmans est censé être une période de recueillement spirituel, voire mystique, un moment privilégié entre le fidèle et

ce qu'il désigne être son "Créateur". Le jeûne physique permettrait à l'esprit d'être plus proche de Dieu. C'est donc aussi une période de célébration du Coran. Les fidèles se plongent dans ces écrits de façon encore plus intense que le reste de l'année. Enfin, le ramadan est également censé être une période plus solidaire, notamment avec les pauvres. Voilà pour la théorie. Seulement, il y a souvent un gouffre entre les prescriptions religieuses et leur mise en pratique par les fidèles, quelle que soit la religion.

De nos jours, l'aspect spirituel du ramadan passe souvent à la trappe. Comme pour le reste, cette pratique devient plus un affichage pour montrer qu'on est un "bon musulman". **Le ramadan est devenu plus culturel, festif, folklorique et identitaire que religieux et spirituel.(...)**

Concernant la pratique, et contrairement à ce que beaucoup de non musulmans imaginent, l'islam est particulièrement souple. C'est le cas pour le ramadan. La première idée reçue est son caractère obligatoire. Or, le Coran invite, incite, à jeûner mais ne contraint pas (sourate 2 verset 184). D'ailleurs, le célèbre verset "nul contrainte en religion" est une nouvelle fois là pour le rappeler (sourate 2 verset 256). La raison est simple : obliger quelqu'un à faire quelque chose est contradictoire avec la sincérité que requiert toute pratique religieuse. **Le caractère obligatoire du ramadan s'est construit par la suite, au fil des siècles. (...)**

L'hypocrisie est souvent de mise. Nombre de musulmans sont par exemple convaincus que pratiquer le ramadan permettrait l'effacement de tous leurs péchés commis le reste de l'année. On pourrait donc manquer de respect aux femmes, à ses voisins ou ses collègues, pratiquer l'adultère, commettre des infractions, tout sera pardonné si on s'astreint à 30 jours de jeûne. On peut aussi s'abstenir de fumer des cigarettes la journée. Puis replonger dans ce pêché de toxicomane le soir venu.

Certains musulmans considèrent aussi l'islam comme un jeu : chaque action de la vie serait comptabilisée dans une sorte de cahier de comptabilité. Telle bonne action rapporterait tant de points, telle mauvaise en rapporterait d'autres. Le jour du Jugement, Dieu fera le solde de tout compte. Si les bons points sont excédentaires, alors l'individu gagnera sa place au paradis. Sinon...

Cette vision manichéenne et puérile de l'islam a des conséquences pour le fidèle concerné. Le ramadan et l'aide aux pauvres qui l'accompagne sont alors pratiqués hypocritement (sachant que l'aumône, autre pilier de l'islam, est censée être pratiquée toute l'année). En effet, le but n'est plus spirituel ni d'aider son prochain. Il est de gagner des points. La pratique du ramadan et l'aide aux indigents n'en sont plus que le moyen. L'action devient plus importante que l'intention par l'espoir de satisfaire Dieu ou la crainte de son châtement. S'ils ne craignaient pas son "Créateur", ils ne jeûneraient pas et ne donneraient jamais rien à un pauvre. Or, Dieu est supposé être capable de sonder les cœurs et d'en tenir compte. Un athée qui donne par altruisme quelques pièces à un mendiant aura plus de mérite qu'un musulman qui donne par fayotage dans l'espoir de faire plaisir à Dieu et de gagner quelques points pour son accès au paradis. Preuve en est qu'à la fin du ramadan nombre de musulmans n'aident plus personne durant les 11 mois suivants (de plus, l'aide est destinée quasi exclusivement aux musulmans. Tant pis pour les autres pauvres. Ils n'ont qu'à se convertir). (...)

La question du ramadan est une parmi d'autres. **Cette pression sociale sur l'individu** explique pourquoi les musulmans sont officiellement ultra majoritaires en Tunisie. Quand il est plus facile d'affirmer son islamité que son athéisme, quand tout est fait pour favoriser la parole religieuse et censurer les idées universalistes, il est logique que ce refus des libertés individuelles ait pour conséquence un nombre écrasant de citoyens qui se déclarent musulmans. **Si la dictature théocratique n'est pas politique, elle est sociale »**

Et pour finir, n'oubliez pas notre barbecue convivial et républicain (après le ramadan !)

le Dimanche 23 juin à SEMOY

ouvert à tous les adhérents et sympathisants ;

nous vous adresserons directement par mail les renseignements pratiques pour y participer
